

Économie sociale et solidaire : nouvelles trajectoires d'innovation, Sous la direction de Sophie Boutiller et Sylvain Allemand. L'Harmattan, coll. « Marchés et organisation », 2010

Nadine Richez-Battesti

Number 318, October 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1020854ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1020854ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Richez-Battesti, N. (2010). Review of [*Économie sociale et solidaire : nouvelles trajectoires d'innovation*, Sous la direction de Sophie Boutiller et Sylvain Allemand. L'Harmattan, coll. « Marchés et organisation », 2010]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (318), 104–105.
<https://doi.org/10.7202/1020854ar>

NOTES DE LECTURE

Economie sociale et solidaire : nouvelles trajectoires d'innovation

Sous la direction de Sophie Boutiller et Sylvain Allemand. L'Harmattan, coll. « Marchés et organisation », 2010.

Cet ouvrage collectif, composé de neuf contributions, aborde l'économie sociale et solidaire (ESS) sous l'angle des nouvelles trajectoires d'innovation et d'une forme originale d'entrepreneuriat social. Une fois encore, comme dans la plupart des travaux sur l'ESS, l'ouvrage donne à voir la diversité des pratiques. Il ancre toutefois cette économie dans une perspective entrepreneuriale qui fonde pour partie l'originalité du livre et contribue à caractériser les enjeux qui traversent l'ESS aujourd'hui. On pense notamment à la question du poids de l'ESS (texte de B. Guesnier) et à sa contribution à la richesse ou plus largement au développement durable; on pense aussi au diagnostic de ses faiblesses et particulièrement à la question des dynamiques participatives; on pense enfin à cette dimension entrepreneuriale de l'ESS, centrale dans l'ouvrage. Il nous semble d'ailleurs que, plus que la question des nouvelles trajectoires d'innovation qui constitue le sous-titre de l'ouvrage, c'est celle des dynamiques entrepreneuriales qui prime.

L'entrepreneuriat social et les entrepreneurs sociaux

Les articles les plus tournés sur l'entrepreneuriat social ont été écrits avant le regain du débat français sur l'entreprise sociale, dont la *Recma* s'est fait l'écho. En ce sens, ils sont en partie décalés relativement à l'état du débat actuel. Ils contribuent cependant à rappeler à la fois l'historique et la diffusion de la notion d'entrepreneuriat social et les raisons des réticences de l'ESS (d'une partie d'entre elles tout au

moins à l'utilisation du terme. S. Allemand met d'ailleurs habilement en avant la prédominance d'une approche individualiste de l'entrepreneur social et l'importance de se référer à un ancrage sociétal plus large que la conception du social à la française, permettant l'introduction de la dimension environnementale dans l'entrepreneuriat social. Un enjeu à ne pas sous-estimer pour l'ESS.

Une fois encore, la question du statut est présentée comme subsidiaire et sans doute balayée un peu trop vite: on ne saurait ignorer que les règles fondent l'action collective, même si elles n'y suffisent pas... S. Boutiller, de son côté, approfondit la caractérisation de la fonction entrepreneuriale en mobilisant l'histoire de la pensée économique et met en évidence que l'entrepreneur social ne se différencie pas de l'entrepreneur économique du point de vue de sa capacité à innover et de sa contribution à l'accroissement du bien-être social. Elle débouche sur une question d'actualité: l'entrepreneur est-il social car inséré sur le marché, social par la nature de l'activité créée ou social par la forme organisationnelle qu'il choisit? G. Caire et C. Lemaignan abordent l'entrepreneuriat social du point de vue des entrepreneurs sociaux. Ils s'efforcent d'en caractériser le profil en s'appuyant sur une enquête menée dans l'ouest de la France sur les porteurs de projet accédant à un micro-crédit professionnel dans le cadre de la mesure 10B du FSE. Ils soulignent ainsi que les principaux traits communs portent sur ce qu'ils caractérisent comme une fibre associative liée, pour faire simple, à un engagement dans la transformation de la société et à la reconnaissance de l'action collective comme moteur du changement.

La fragilité des dynamiques participatives

Les dynamiques participatives constituent un deuxième volet d'analyse. Elles sont abordées

par A.-M. Crétiéneau de façon originale dans la relation entre ESS et développement durable. L'auteure montre en effet que le développement durable trouve dans l'ESS un cadre d'expression, tandis que le développement durable constitue, en miroir, un aiguillon pour l'ESS, rappelant l'enjeu d'associer les parties prenantes dans des dynamiques participatives. A. Ndiaye, dans son analyse sur le secteur de l'insertion par l'activité économique, illustre les représentations que se font les acteurs de l'économie solidaire de la démocratie participative dans le cadre de leur partenariat avec un Plie (plan local pour l'insertion et l'emploi). Il souligne la segmentation des représentations de la participation entre accès à l'information et délégation de pouvoirs.

A cheval entre développement durable et innovation sociale, V. Billaudeau et B. Thoareau analysent dans une approche monographique le développement d'une association qui mixe objectif de production de viande et protection de l'environnement et les liens entre innovation sociale et processus médiatique. Elles soulignent cependant la difficulté à faire vivre le projet associatif et les tensions entre communication à l'externe affirmée et communication en interne limitée. On pourrait ainsi, au risque de dépasser leur pensée, souligner l'insuffisance de dynamiques participatives en interne...

Les coopératives bancaires entre émergence de nouvelles règles du jeu bancaire et secours en direction des plus démunis

Le troisième volet de l'ouvrage porte sur la question coopérative à travers deux papiers. Le premier concerne les coopératives agricoles et plus spécifiquement Yoplait, la petite fleur coopérative devenue une multinationale. L. Bobot, à partir d'un texte précédemment publié par la *Recma* (n° 310), démontre comment le choix de Yoplait dans son développement à l'international à partir de franchises a permis à la fois de renforcer son développement avec de faibles apports financiers et de développer des partenariats. Conçue comme des outils de

compétitivité, les franchises confortent aussi l'ancrage territorial. Le second texte concerne les parcours au XIX^e siècle des fondateurs (ces entrepreneurs sociaux très innovants à l'origine) des deux types de coopératives bancaires dominantes en Europe. P. Naszalyi caractérise ainsi les deux modèles de coopératives de crédit, le coopérativisme urbain de Schulze-Delitzsch, qui inspire les Banques populaires, et le solidarisme rural de Raiffeisen, qui est à l'origine du Crédit mutuel. Ces deux modèles reposent sur des innovations organisationnelles qui soit sont à l'origine de nouvelles règles du jeu bancaire, soit constituent une « béquille du capital » à travers la prise en charge des plus démunis. On retrouve ici l'analyse de Danièle Demoustier, qui en 2000, dans un article du numéro 275 de la *Recma*, énonçait déjà cette tension caractéristique de l'ESS entre alternative au capitalisme et atténuation de ses effets les plus néfastes. On trouve aussi matière à s'interroger sur les évolutions récentes des groupes bancaires coopératifs et la question de leur dépendance de sentier relativement à leurs origines. Mais là, le lecteur reste sur sa faim...

Nadine Richez-Battesti,
université de la Méditerranée et Lest-CNRS ●

Autogestion hier, aujourd'hui, demain

Lucien Collonges (coord.).
Editions Syllepse, 2010.

En ces temps de débat résolument dynamique et moderne sur l'évolution de l'économie sociale vers l'entrepreneuriat social, il est délicieusement ringard de rendre compte d'un livre qui interroge l'économie sociale sur ses rapports avec l'autogestion. *Autogestion, hier, aujourd'hui, demain* est un ouvrage de sept cents pages réalisé par un collectif, Lucien Collonges, très proche des Alternatifs, ce petit parti politique né en 1997 dont l'autogestion est un des quatre piliers, avec la solidarité, l'écologie et le féminisme (www.alternatifs.org).